

Les dynamiques démographiques dans l'espace francophone face aux enjeux de l'immigration internationale de langue française au Québec et au Canada

Richard Marcoux et Laurent Richard

Numéro 46-47, automne 2018, printemps 2019

Immigration en contexte francophone minoritaire : diversité des approches, des parcours et des pratiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1064888ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1064888ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1183-2487 (imprimé)

1710-1158 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Marcoux, R. & Richard, L. (2018). Les dynamiques démographiques dans l'espace francophone face aux enjeux de l'immigration internationale de langue française au Québec et au Canada. *Francophonies d'Amérique*, (46-47), 73-96. <https://doi.org/10.7202/1064888ar>

Résumé de l'article

L'importance de l'immigration internationale est assurément un enjeu sociopolitique central au Québec. Elle pose des défis tout aussi considérables pour les communautés francophones minoritaires réparties à travers le Canada. Dans les deux cas, des efforts sont menés afin de favoriser les candidats à l'immigration qui maîtrisent la langue française. Une question importante demeure : d'où proviendront ces francophones ? Après avoir dressé un portrait d'ensemble du vaste espace francophone mondial, à partir de tendances passées et futures, nous examinons les principaux éléments qui permettent de comprendre la phénoménale croissance du nombre de francophones liée particulièrement aux dynamiques sociodémographiques observées sur le continent africain.

Les dynamiques démographiques dans l'espace francophone face aux enjeux de l'immigration internationale de langue française au Québec et au Canada

Richard Marcoux et Laurent Richard

Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone
Université Laval

COMME L'ENSEMBLE DES PAYS OCCIDENTAUX et la plupart des nouveaux pays émergents (Brésil et autres), le Canada est confronté aux défis que pose le vieillissement de sa population. On sait depuis plus de 50 ans que l'immigration internationale n'a pas d'effets notables à moyen ou long terme sur le vieillissement démographique¹. Dans un contexte de faible fécondité, l'immigration internationale pourra cependant avoir un effet majeur sur la croissance démographique. Le Canada est d'ailleurs l'un des pays du monde dont la croissance démographique repose de plus en plus sur l'immigration internationale. Les analystes de Statistique Canada et auteurs du dernier exercice de projections démographiques (2013-2063) précisent que « l'accroissement migratoire serait le principal facteur de la croissance démographique du Canada, poursuivant une tendance amorcée au début des années 1990 » (Bohnert *et al.*, 2015). Selon ces auteurs, l'accroissement migratoire représentait en 2012-2013 déjà plus des deux tiers de la croissance démographique du Canada, et ce phénomène devrait s'accroître dans les années à venir.

À partir du moment où l'apport de l'immigration internationale joue un rôle central dans la croissance démographique, elle pourra avoir aussi un effet très important sur la composition future de la population. Dans les cas canadien et québécois, les dynamiques linguistiques sont au centre

¹ Le célèbre démographe Jean Bourgeois-Pichat a été l'un des premiers, dès 1956, à démontrer que l'immigration internationale n'avait pas d'effet sur les structures par âge des populations dans un contexte de vieillissement démographique (Biraben, 1958; Festy, 1990).

des enjeux sociétaux et différentes actions ont fait en sorte que la maîtrise des langues officielles occupe une place importante dans les stratégies de recrutement des immigrants internationaux.

Au Québec, des efforts importants ont été menés depuis plus de trente ans afin d'ajuster les politiques migratoires aux enjeux sociétaux et notamment d'arrimer les objectifs retenus en fonction de ceux liés à la Charte de la langue française. Des politiques ont été établies afin de favoriser l'admissibilité des candidats à l'immigration qui maîtrisent la langue française. Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec, devenu ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, a ainsi adopté différentes mesures, et la plus récente précise une cible annuelle de plus de 50 % des personnes immigrantes admises au Québec ayant déclaré connaître le français². L'objectif fixé semble atteint, puisque près de 60 % des immigrants accueillis au Québec en 2011-2015 déclaraient maîtriser le français, soit en moyenne 27 000 personnes annuellement (Palardi, 2016). Toutefois, les données les plus récentes semblent indiquer un essoufflement dans le recrutement d'immigrants francophones au Québec. En effet, la proportion de nouveaux immigrants ayant une connaissance du français aurait chuté de 62 % à 42 % au cours des 5 dernières années (Porter, 2017).

L'importance de l'immigration internationale francophone est assurément un enjeu central au Québec, mais il pose des défis encore plus considérables pour les communautés francophones minoritaires réparties à travers le Canada. En effet, le poids démographique de ces communautés et, du coup, le maintien de leurs services en français dépendront largement de leurs capacités à attirer des francophones, à tirer leur épingle du jeu de ces flux migratoires internationaux et nationaux.

Depuis le début des années 2000, le gouvernement canadien a décidé d'établir des cibles précises de façon à augmenter le nombre d'immigrants francophones à l'extérieur du Québec. Dans le cadre des travaux conduisant à l'élaboration d'actions dans le domaine linguistique (*Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013* et *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018*),

[u]ne première cible de 4,4 % d'ici 2008 a été fixée, puis revue à la baisse, en donnant au gouvernement jusqu'en 2013 pour atteindre une proportion

² Cette cible est tirée du « Plan stratégique 2012-2016 ». Voir Québec. Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (2013).

de 1,8 % d'immigrants d'expression française à l'extérieur du Québec, et jusqu'en 2023 pour atteindre la cible initiale de 4,4 %. En 2013, dans la foulée des changements apportés en faveur de l'immigration économique, le gouvernement a établi une nouvelle cible de 4 % d'immigrants économiques d'expression française d'ici 2018 (Tardif et Fortin-Duplessis, 2014 : 2-3).

Enfin, réunis à Whitehorse en juillet 2016 dans le cadre du Conseil de la fédération³, les premiers ministres des provinces et territoires canadiens ont entériné une cible d'immigration francophone à l'extérieur du Québec de 5 % (Orfali, 2016). Une proposition de tenir un sommet sur l'immigration francophone au Canada en 2017 a été retenue, l'idée étant de « déterminer les moyens d'action à prendre pour atteindre la cible de 5 % ».

On peut par ailleurs se poser comme question ce que ces différentes cibles impliquent comme effectifs de migrants internationaux francophones attendus ou recherchés dans le Canada hors Québec. Selon les plus récentes données accessibles sur le site de Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, le Canada accueille annuellement, depuis quelques années, environ 260 000 immigrants (résidents permanents) et de ce nombre, ceux de la catégorie « économique » représentent environ 155 000 personnes⁴. En 2014, le Canada avait accueilli 165 000 immigrants économiques, près de 33 500 s'étaient installés au Québec et 131 000 à l'extérieur du Québec⁵.

Une cible de 4 % à 5 % représente en termes d'effectifs de 5 000 à 6 500 francophones annuellement, s'établissant hors du Québec, parmi les immigrants de la catégorie économique. Cette cible semble très ambitieuse pour la plupart des analystes (Farmer et Da Silva, 2012). Les plus récentes statistiques indiquent en effet que de 2005 à 2014, le nombre annuel d'immigrants résidents permanents et francophones au Canada en dehors du Québec a oscillé entre 1200 et 1600 annuellement (Canada. Ministère de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, 2015). On semble donc loin du compte!

³ Le *Conseil de la fédération* a été créé en 2005 pour permettre de réunir les premiers ministres des provinces et territoires et le gouvernement fédéral, et ce, afin de discuter des affaires ayant rapport aux relations intergouvernementales canadiennes.

⁴ Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, [<http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/statistiques/faits2014/permanents/02.asp>] (3 août 2016).

⁵ Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, [<http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/statistiques/faits2014/permanents/12.asp>] (3 août 2016).

Bref, si les défis sont importants au Québec, ils le sont encore davantage dans le reste du Canada⁶. Les objectifs fixés au Canada et au Québec dépendent toutefois largement des évolutions démographiques attendues de l'espace francophone international. Afin de maintenir ou consolider le fait français au nord de la frontière américaine, il apparaît important d'identifier les pays ou régions du monde qui, à court ou moyen termes, devraient connaître des croissances considérables de leurs populations francophones, représentant ainsi des bassins potentiels de recrutement d'immigrants d'expression française. Le présent article se propose d'examiner ces tendances.

Le texte se compose de trois parties. La première partie pose un regard d'ensemble et illustre comment les tendances démographiques, passées et à venir, ont et continueront à restructurer ce vaste espace francophone mondial qui se répartit sur cinq continents. L'examen des tendances contrastées parmi les pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) permettra de mettre en relief le rôle central de l'Afrique concernant l'avenir démographique de la francophonie, comme nous n'avons cessé de le relever (Marcoux, 2003, 2010, 2012, 2015, 2018; Marcoux et Konaté, 2011). En effet, les travaux menés depuis une dizaine d'années par les chercheurs de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF) montrent qu'à l'échelle internationale, c'est sur le continent africain que se joue et se jouera l'avenir de la francophonie. Comment expliquer ce phénomène? Nous nous proposons de donner quelques pistes de réponse à cette question aux lecteurs de ce numéro de *Francophonies d'Amérique*.

S'appuyant sur les travaux des chercheurs de l'ODSEF, la deuxième partie illustre les principaux éléments qui permettent de comprendre cette phénoménale croissance du nombre de francophones sur le continent africain : comportements démographiques d'abord, mais également retombées des investissements en éducation, et ce, dans un contexte d'urbanisation accélérée. Évidemment, cette Afrique francophone est plurielle et les dynamiques linguistiques et les rapports à la langue française sont fort variés. La croissance du nombre de francophones ne se fait pas au

⁶ Les données du recensement de 2016 révèlent par exemple que seulement 2 % des immigrants au Canada hors Québec ont le français comme première langue officielle parlée (Statistique Canada, 2017 : 5).

même rythme sur le continent africain et certains pays contribueront davantage que d'autres à l'essor du français, comme nous le verrons.

Notre insistance sur l'Afrique comme étant le continent de l'avenir démographique de la francophonie semble laisser dubitatifs certains observateurs. On tentera dans la troisième partie de dissiper les doutes qui subsistent à partir de l'examen des données précises pour quelques pays d'Afrique de l'Ouest. La conclusion permettra de revenir sur les enjeux de ces dynamiques du français en lien avec les politiques d'immigration au Québec et en contexte francophone minoritaire au Canada.

L'espace francophone international et les dynamiques démographiques : passé, présent et futur

Afin de bien cerner l'effet des dynamiques démographiques régionales de l'espace francophone, nous avons procédé à un exercice consistant à dresser les tendances passées et à venir de cet espace géographique sur une période de plus de 100 ans (1960-2070). Notre démarche consiste à s'intéresser aux États et gouvernements qui se sont engagés dans les instances politiques autour de la langue française. L'OIF apparaît ainsi au premier chef. À l'issue du Sommet de Dakar en 2014, cette institution internationale réunit 80 États et gouvernements : 54 ont le statut officiel de « membres », trois sont qualifiés d'États « membres associés » et enfin 23 ont le statut d'États « observateurs ». La réalité francophone est évidemment fort variée parmi ces entités et il importe de préciser que 31 des 54 États et gouvernements membres de l'OIF ont attribué au français le statut de langue officielle, statut qu'elle peut parfois partager avec d'autres langues. Nous allons donc examiner les évolutions démographiques de chacun de ces deux sous-ensembles; d'abord pour les pays membres en titre de l'OIF et ensuite, en ne retenant que ceux pour lesquels le français a le statut de langue officielle.

Précisons que les données de population qui sont utilisées ici sont celles issues des estimations et projections démographiques des Nations Unies diffusées à la fin de juillet 2015 (*2015 Revision of World Population Prospects*). Il s'agit des données produites par la Direction de la population des Nations Unies dans le cadre du 24^e exercice réalisé par cet organisme depuis 1951. Cet exercice périodique complexe, auquel se livrent les

experts des Nations Unies, sert de référence majeure pour quiconque s'intéresse aux tendances démographiques mondiales⁷. Ces estimations et projections couvrent la période 1950-2100. Les estimations ont trait aux effectifs de population de 1950 à 2015 et sont établies à partir des données d'enquêtes et de recensements disponibles. Quant aux projections, réalisées pour les années subséquentes à 2015, elles reposent, entre autres, sur une approche probabiliste de mesure de la fécondité et de l'espérance de vie à la naissance selon le sexe (Nations Unies, 2015). Dans le cadre de cet article, nous avons choisi de retenir uniquement la période 1960-2070, limitant ainsi les imprécisions attendues aux extrémités de l'axe de la période (Gerland *et al.*, 2017). Ceci nous permettra de jeter un regard rétrospectif et prospectif et d'étudier l'évolution démographique passée et future sur plus de 100 ans.

Au tableau 1, une première série d'analyses montre comment a évolué et comment évoluera la population de deux ensembles de pays qui se retrouvent au sein de l'OIF. Si on s'en tient aux pays qui ont actuellement le statut de membres au sein de l'OIF, les effectifs sont passés de 280 millions en 1960 à 750 millions en 2015 et devraient atteindre 1,6 milliard d'habitants en 2070. En ne retenant uniquement, parmi cet ensemble, que les pays où le français est langue officielle, l'effectif serait passé de 150 millions en 1960 à plus de 430 millions en 2015. Il devrait atteindre 1,2 milliard en 2070. Ce dernier sous-ensemble de pays – qui forment assurément le cœur des pays de l'espace francophone – regroupera ainsi 11 % des citoyens de la planète en 2070 alors que cette proportion s'est maintenue de 5 à 6 % entre 1960 et 2015.

Le tableau 2 permet d'examiner cette fois les transformations, à travers le temps, du poids démographique des différentes régions au sein de la Francophonie, et ce, pour chacun des deux ensembles retenus. Le premier

⁷ D'autres exercices de projections démographiques existent, bien évidemment. Lutz (2013) a notamment développé une approche originale s'appuyant sur la théorie du métabolisme démographique qui tient compte à la fois des processus démographiques multidimensionnels et des changements s'opérant d'une cohorte à une autre. Sabourin (2016) s'est d'ailleurs appuyé sur cette approche dans sa thèse de doctorat portant sur les perspectives démolinguistiques au Canada. Par ailleurs, nous travaillons actuellement à examiner l'effet de différents exercices de projections démographiques que nous avons réalisés (Marcoux, 2003, 2012 et 2015) concernant les estimations futures des populations francophones et souhaitons également y intégrer l'examen d'autres exercices de projections (Lutz *et al.*, 2015).

Tableau 1
Population (en milliers) estimée et projetée de l'ensemble des pays membres de l'OIF en 2014
et des pays membres de l'OIF dont le français a le statut de langue officielle, 1960-2070

	1960	1980	2000	2015	2030	2050	2070
Membres de l'OIF en 2014	280 141	403 563	579 254	749 420	962 717	1 291 790	1 631 580
Membres de l'OIF dont le français est langue officielle	148 894	210 036	311 634	432 701	598 130	877 434	1 191 797
Monde	3 018 344	4 439 632	6 126 622	7 349 472	8 500 766	9 725 148	10 547 989

Source : Nations Unies (2015). *World Population Prospects. The 2015 Revision. Population Database* [en ligne]. United Nations, Population Division. Traitements par les auteurs [<http://esa.un.org/unpd/wpp/index.htm>].

Tableau 2

Répartition (%) par région des populations des pays membres de l'OIF et des pays membres de l'OIF dont le français a le statut de langue officielle et effectifs totaux (en milliers), 1960-2070

Pays membres de l'OIF en 2014							
Région	1960	1980	2000	2015	2030	2050	2070
AFRIQUE	39,9	45,0	52,9	59,4	65,8	73,1	78,6
Afrique subsaharienne	24,3	27,7	34,4	41,1	48,2	57,0	64,2
Afrique centrale	9,6	11,1	14,0	16,9	20,0	23,5	26,1
Afrique de l'Est	4,2	4,9	5,7	6,7	7,5	8,5	9,1
Afrique de l'Ouest	10,5	11,7	14,7	17,4	20,6	25,0	29,0
Afrique du Nord	15,6	17,3	18,5	18,3	17,6	16,1	14,4
AMÉRIQUES	8,0	7,7	7,0	6,4	5,7	4,6	3,9
ASIE/OCÉANIE	15,8	17,4	18,1	16,7	14,7	12,0	9,6
EUROPE	36,3	29,8	22,1	17,5	13,8	10,3	7,9
Europe de l'Ouest	24,6	19,9	15,2	12,8	10,4	8,1	6,5
Europe (autre)	11,6	9,9	6,8	4,8	3,4	2,2	1,5
Population totale	280 141	403 563	579 254	749 420	962 717	1 291 790	1 631 580

Pays membres de l'OIF en 2014 dont le français est langue officielle

Tableau 2 (suite)

Région	1960	1980	2000	2015	2030	2050	2070
AFRIQUE	44,2	51,5	62,2	69,3	75,8	82,3	86,5
Afrique subsaharienne	44,2	51,5	62,2	69,3	75,8	82,3	86,5
Afrique centrale	18,1	21,3	26,0	29,3	32,1	34,6	35,7
Afrique de l'Est	7,5	8,9	10,2	11,3	11,9	12,3	12,3
Afrique de l'Ouest	18,6	21,3	26,0	28,7	31,7	35,5	38,4
Afrique du Nord	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AMÉRIQUES	15,0	14,7	12,9	11,0	9,1	6,8	5,3
ASIE/OCÉANIE	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
EUROPE	40,7	33,6	24,8	19,6	15,0	10,8	8,2
Europe de l'Ouest	40,7	33,6	24,8	19,6	15,0	10,8	8,2
Europe (autre)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Population totale	148 894	210 036	311 634	432 701	598 130	877 434	1 191 797

Source : Nations Unies (2015). *World Population Prospects. The 2015 Revision. Population Database* [en ligne]. United Nations, Population Division. Traitements par les auteurs [<http://esa.un.org/unpd/wpp/index.htm>].

constat que l'on peut dresser est le recul considérable du continent européen. Alors qu'il regroupait en 1960 plus de 40 % de la population des États membres de l'OIF dont le français est langue officielle, cette proportion chute à 20 % en 2015, pour descendre sous la barre des 10 % après 2050. Pendant ce temps, le continent africain connaît une croissance considérable de son poids démographique dans cet ensemble francophone, celui-ci passant de 44 % en 1960 à près de 70 % en 2015, pour dépasser les 86 % en 2070.

À l'intérieur du continent africain, deux régions émergent : l'Afrique de l'Ouest d'abord et l'Afrique centrale ensuite. Alors que chacune de ces deux régions contenait, en 1960, environ 18 % de la population de l'ensemble des pays pour lesquels le français est une langue officielle et que l'Europe en regroupait 41 %, le portrait se transforme complètement par la suite. En 2070, chacune des deux sous-régions africaines regrouperait plus d'un tiers des populations des pays où le français est une langue officielle alors que l'Europe chuterait sous les 10 %. Ce résultat est évidemment conforme à ce que Gerland *et al.* (2017) et d'autres ont relevé concernant la démographie africaine. L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale sont les régions subsahariennes où la transition démographique s'amorce à peine et où elle s'effectue à un rythme très lent comparativement à d'autres régions (Mbacké, 2017). Ainsi, le nombre de naissances par femme diminuant lentement dans ces deux régions, cela contribue certes à appuyer la thèse que nous exposons en ce qui a trait à la poussée démographique dans ces régions et qui conduit à une reconfiguration de la répartition des francophones, actuellement et dans le futur.

Si la tendance se maintient, bien évidemment, ceci signifie que sur les 1,2 milliard d'habitants que regrouperont en 2070 les pays qui ont actuellement le français comme langue officielle, plus d'un milliard se retrouveraient sur le continent africain. Conséquemment, tel qu'illustré souvent dans nos travaux, le centre de gravité de la Francophonie se déplace de l'Europe vers le continent africain (Marcoux, 2003, 2012 et 2015).

L'Afrique subsaharienne de plus en plus au cœur de l'espace francophone

On sait maintenant que la forte croissance démographique du continent africain s'explique en partie par la baisse de la mortalité, infantile en

particulier, mais qu'elle est surtout causée par le maintien d'une forte fécondité (Mbacké, 2017; National Academies of Sciences, 2016; Marcoux et Konaté, 2011; Singer, 2002). Cette forte croissance démographique, généralisée en Afrique subsaharienne, s'accompagne à l'échelle des pays d'un phénomène d'urbanisation d'une dimension sans précédent, principalement liée aux forts mouvements de migration des campagnes vers les villes (Amadou Sanni *et al.*, 2009). Les transformations qui s'ensuivent sont majeures :

L'urbanisation est sûrement l'une des transformations les plus importantes qu'a connues l'Afrique au cours des cinquante dernières années. Alors que seulement 15 % de sa population résidait dans des villes en 1950, près de 40 % de sa population vit aujourd'hui en milieu urbain. La population urbaine totale de la région a ainsi été multipliée par plus de 11 au cours de cette période, passant de 33 millions en 1950 à près de 373 millions en 2007, alors que la population rurale passait de 188 à 591 millions (multiplication par 3). Cette croissance urbaine devrait se poursuivre, selon les projections des Nations unies : en 2050, plus de 1,2 milliard d'individus, soit un peu plus de deux Africains sur trois, résideraient en ville (Tabutin *et al.*, 2009 : 15).

Cet intérêt pour les populations urbaines dans le cadre de nos travaux n'est par ailleurs aucunement anodin. La ville joue en effet un rôle important dans la diffusion de la langue française dans l'espace francophone africain et tout particulièrement en Afrique subsaharienne (Harton *et al.*, 2017). Les milieux urbains de cette région regroupent les principales infrastructures de l'éducation secondaire, postsecondaire et universitaire, où, à l'exception de deux ou trois pays, l'enseignement à ces niveaux se fait uniquement en français. La ville est également le lieu où on retrouve les points de services gouvernementaux en français pour la plupart des pays où cette langue a le statut de langue officielle.

Les villes de l'Afrique francophone sont les principaux foyers de diffusion des médias écrits. À l'exception des villes du Maghreb où les journaux et magazines en arabe et en français se disputent l'espace médiatique, ou encore au Burundi et au Rwanda où il existe une importante presse écrite en langue nationale, dans tous les autres pays de l'Afrique francophone, les principaux médias écrits sont uniquement en français. Il en est de même de l'affichage public qui se déploie tout au long des multiples rues et avenues grouillantes des villes africaines et où le français est largement dominant. En somme, les populations de la plupart des villes de l'Afrique francophone entretiennent un rapport à l'écrit qui se fait presque uniquement en français.

Les villes d'un grand nombre de pays africains sont aussi les lieux de rencontre des populations originaires d'espaces linguistiques différents; le français devient alors la langue d'échanges et de communication. Ces villes offrent ainsi un cadre approprié pour la diffusion du français, et ce, même si cette langue française peut prendre des formes différentes (Kouamé, 2012; Nzessé, 2012).

Par ailleurs, dans les pays où le français n'est pas tellement répandu comme langue maternelle, mais l'est comme langue d'enseignement et de communication écrite, les performances anticipées des systèmes scolaires s'ajouteront aux dynamiques démographiques. C'est le cas des pays de l'Afrique francophone où la croissance démographique s'annonce relativement élevée et où s'ajoutent les effets des investissements dans le domaine de l'éducation, tout particulièrement dans les villes. Ces trois facteurs combinés (croissance démographique, urbanisation et éducation) ont contribué à une augmentation importante du nombre de francophones dans cette région du globe et devraient continuer à le faire.

On sait que les informations sur les locuteurs et sur les langues d'usage sont souvent parcellaires en Afrique, mais la plupart des recensements et enquêtes nous informent sur la capacité des populations à lire et à écrire en français dans les pays africains de la Francophonie (Marcoux et Konaté, 2011). Bien que les échanges quotidiens s'effectuent souvent en langues nationales, le français est largement présent dans les systèmes scolaires et dans la plupart des cas, il est même la seule langue d'enseignement dès le primaire (Marcoux et Alladatin, 2014). Or, on sait que ces pays ont aussi connu des investissements très importants dans le domaine de l'éducation, champ prioritaire d'intervention des organisations internationales depuis le milieu des années 1970.

Les données de recensement, finement analysées par les chercheurs en accueil à l'ODSEF, ont révélé que la proportion de francophones – considérant ici les populations de 10 ans et plus sachant lire et écrire le français – a augmenté très rapidement au cours des dernières années dans plusieurs pays d'Afrique. Au Niger, entre 1988 et 2012, soit en 24 ans, le taux a plus que doublé, passant de 8 % à 20 % de la population âgée de 10 ans et plus (Issaka Maga, 2014; Ousmane Ida, 2015). Au Mali, ce taux a aussi doublé, en moins de 22 ans, passant de 12 % à 24 % entre 1987 et 2009 (Konaté, Diabaté et Assima). Enfin, nos collègues du Cameroun ont montré que le taux de francophones dans ce pays a aussi

augmenté considérablement de sorte que c'est désormais la majorité de la population qui est francophone. Le pourcentage y est passé de 40 % à 58 % entre 1987 et 2005 (Tanang Tchouala et Efon Etinzoh, 2013).

Dans l'ensemble et en reprenant ces données s'appuyant sur la capacité à lire et à écrire le français, informations disponibles pour plusieurs pays d'Afrique, il appert sans surprise que le continent africain consolidera sa place comme centre démographique de la Francophonie dans le futur, proche et plus éloigné (Marcoux, 2012; Marcoux et Konaté, 2011). Les défis pour répondre à la demande en matière d'éducation en Afrique demeurent toutefois très importants, ne serait-ce qu'en termes d'infrastructures scolaires et particulièrement de recrutement d'enseignants (Normandeau et Ratovondrahona, 2013; Ratovondrahona et Normandeau, 2013). Par ailleurs, après ce phénomène de massification de l'accès à l'école en Afrique se pose, avec encore plus d'acuité, les défis de la qualité de l'éducation tout comme les problèmes d'insertion professionnelle des jeunes diplômés (Richard *et al.*, 2017). Il n'en demeure pas moins que les tendances lourdes dégagées semblent inéluctables même si elles sont contrastées selon les régions de ce vaste continent.

Ainsi, l'Afrique du Nord devrait voir son poids démographique dans l'ensemble francophone diminuer de façon importante. Les pays de cette région ont, depuis plusieurs années, entamé une transition de la fécondité qui a conduit à un net ralentissement de leur croissance démographique. Ces pays devraient bientôt être confrontés au phénomène de vieillissement de la population. Précisons aussi que dans aucun de ces pays le français n'a le statut de langue officielle et que l'Algérie n'a jamais adhéré à l'OIF. Qui plus est, le français semble aussi perdre du terrain dans le quotidien des populations en Algérie, au Maroc et en Tunisie, comme nous le verrons plus loin.

Par ailleurs, les dynamiques linguistiques dans la région de l'Afrique de l'Est font en sorte que celle-ci a et aura un rôle assez marginal en ce qui a trait à l'évolution du nombre de francophones, ce qui peut étonner à première vue. En effet, cette région comprend deux importants pays membres de l'OIF : le Rwanda et le Burundi. Ceux-ci présentent des caractéristiques linguistiques bien spécifiques et ont investi énormément dans la maîtrise écrite de leurs langues nationales (*kinyarwanda* et *kirundi*) avec des succès très importants (Uwayezu, 2015; Ntakirutimana, 2012). Ces actions ont conduit, du coup, à marginaliser la langue française dans

les communications et dans l'espace public (journaux, médias, etc.). Le swahili, langue africaine importante de communication et d'échanges dans cette sous-région, semble aussi prendre de plus en plus d'essor dans ces deux pays.

Plusieurs autres pays francophones de cette région de l'Afrique de l'Est comptent par ailleurs des populations à très faibles effectifs (Seychelles, Comores). Seul Madagascar compte une population relativement importante mais, tout comme le Burundi et le Rwanda, les investissements dans l'usage de la langue malgache semblent avoir rendu moins important qu'ailleurs le développement de la maîtrise du français écrit dans ce pays. L'enseignement primaire et secondaire se fait prioritairement en malgache, l'augmentation des proportions de francophones devrait donc y être beaucoup moins importante qu'ailleurs en Afrique.

En somme, comme le révélaient les données du tableau 1, deux grandes régions sur le continent africain émergent : l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. Ces deux vastes régions apparaissent assurément comme étant des zones importantes pour le recrutement futur de francophones.

Quelques exemples en Afrique de l'Ouest des effets de la démographie, de l'urbanisation et des investissements en éducation sur la croissance phénoménale du nombre de francophones

La très forte croissance des effectifs de francophones en Afrique que nous annonçons dans nos travaux semble parfois laisser dubitatifs un certain nombre d'observateurs. Il est vrai que dans les médias, occidentaux en particulier, l'Afrique est plutôt présentée comme le continent des guerres, des conflits et des attentats quand ce n'est pas des épidémies et de bien d'autres calamités. Ils nous renvoient souvent l'image d'un continent qui semble réunir sur son territoire tous les drames humains de la planète. Il est vrai que l'Afrique présente des défis souvent énormes et que les obstacles au développement social et économique y sont réels. Ceci ne doit toutefois pas faire oublier les nombreux efforts déployés dans plusieurs secteurs et qui ont donné des résultats époustouffants. On pense évidemment au domaine de la santé où on a réussi à diminuer grandement la mortalité infantile et juvénile avec comme corolaire une importante augmentation de l'espérance de vie depuis 50 ans. Mais ce sont tout particulièrement les gains dans le domaine de l'éducation qui nous intéressent ici (Marcoux, 2015).

Quelques exemples illustrent bien le chemin parcouru en matière d'alphabétisation en français. Le tableau 3, portant sur trois pays de l'Afrique de l'Ouest et sur une période d'environ 50 ans, montre bien l'effet combiné de la forte croissance démographique, de l'urbanisation et des investissements dans le domaine de l'enseignement primaire et secondaire sur les niveaux d'alphabétisation. On le voit, depuis leur accès à l'indépendance, ces trois pays ont connu des croissances démographiques soutenues et importantes. La population du Mali a plus que triplé en un peu plus de 50 ans, celle du Bénin a quadruplé alors que le Niger aurait vu sa population multipliée par près de 6.

Si cette croissance démographique a assurément été importante, celle du nombre de francophones aura été pour le moins vertigineuse. Si on retient l'idée que les francophones peuvent être estimés dans ces pays par la capacité à lire et à écrire en français, le nombre de francophones de 10 ans et plus serait ainsi passé d'environ 135 000 en 1960 à environ 7,4 millions 50 ans plus tard.

Bref, alors qu'en un demi-siècle la population totale de ces trois pays (Bénin, Mali et Niger) a été multipliée par 4, le nombre de personnes sachant lire et écrire en français dans cet ensemble a été multiplié par 56. À titre comparatif et durant la même période, les populations du Canada et de la France ont été multipliées par un peu moins de 2, tout comme leurs populations francophones (Marcoux, 2015).

Tableau 3
Estimations des effectifs de la population totale et effectifs
(arrondis) des populations de 10 ans et plus sachant lire et
écrire en français autour de 1960, 1990 et 2015
au Bénin, au Mali et au Niger

Effectifs des populations totales (en milliers)*			
	1960	1990	2015
Bénin	2 432	5 001	10 880
Mali	5 264	8 482	17 600
Niger	3 395	7 912	19 899

Tableau 3 (suite)

Population de 10 ans et plus sachant lire et écrire en français**			
	début 1960	vers 1990	vers 2012
Bénin	51 000	865 000	3,1 millions
Mali	77 000	564 000	2,2 millions
Niger	7 300	520 000	2,1 millions

Sources : * Nations Unies (2015). *World Population Prospects: The 2015 Revision. Population Database* [en ligne], New York, United Nations, Population Division. ** Résultats tirés des enquêtes démographiques du début des années 1960 et des recensements du Bénin (1992 et 2013), du Mali (1987 et 2009) et du Niger (1988 et 2012) (compilations statistiques réalisées par les auteurs).

Le cas du Bénin, pour lequel nous avons accès à des données précises par groupe d'âge et sur une période de 20 ans, via trois recensements, illustre parfaitement bien l'effet, à travers le temps, des dynamiques démographiques, de l'urbanisation et des récents investissements dans le domaine de l'enseignement primaire et secondaire. Le tableau 4 montre en effet que les proportions de la population sachant lire et écrire en français ont augmenté rapidement et pour tous les groupes d'âge. La proportion de la population béninoise de 6 ans et plus sachant lire et écrire est passée de moins du quart à près de 50 % de 1992 à 2013. En termes d'effectif total, le nombre de francophones serait passé d'un peu plus de 800 000 à près de 4 millions en 21 ans.

L'examen des tendances par groupes d'âge permet de voir l'effet des investissements et efforts en éducation à travers le temps sur les différentes générations. Par exemple, la partie du haut du tableau 4 indique que la cohorte des 20-29 ans en 1992 est sensiblement celle âgée de 30-39 ans en 2002 et approximativement celle âgée de 40-49 ans en 2013. La proportion de personnes sachant lire et écrire est demeurée stable, autour de 30 % pour cette cohorte, durant la période.

On constate aussi que les plus jeunes générations ont pu profiter de la mise en place de programmes favorisant l'accès à l'école, puisqu'en 2013 les jeunes de 6-19 ans et ceux de 20-29 ans sont respectivement dans des proportions de près de 60 % et de 47 % à déclarer savoir lire et écrire en français.

Tableau 4
Population du Bénin de 6 ans
et plus sachant lire et écrire en français
par groupe d'âge (% et effectifs), 1992, 2002 et 2013

% sachant lire et écrire en français			
Gr. d'âge	1992	2002	2013
6-19 ans	26,2 %	44,2 %	59,5 %*
20-29 ans	30,0 %	32,7 %	47,1 %
30-39 ans	21,4 %	29,4 %	33,6 %
40-49 ans	15,8 %	23,5 %	33,4 %
50-59 ans	10,2 %	17,9 %	28,0 %
60 et +	4,1 %	7,3 %	14,7 %
Total (6 ans et +)	22,9 %	34,1 %	47,4 %

Effectifs sachant lire et écrire en français			
Gr. d'âge	1992	2002	2013
6-19 ans	392 599	939 638	2 373 346*
20-29 ans	226 509	358 408	771 798
30-39 ans	114 345	221 925	391 134
40-49 ans	49 861	108 342	227 973
50-59 ans	19 354	46 776	109 396
60 et +	12 153	27 329	65 157
Total (6 ans et +)	822 006	1 730 063	3 938 804

Sources : Données issues des recensements béninois (Amadou Sanni et Atodjinou, 2012). Les données du recensement de 2013 nous ont été transmises par l'INSAE. Nous tenons à remercier Alexandre Biauou, directeur général de l'INSAE à Cotonou.

* : quelques enfants de moins de 6 ans sachant lire et écrire en français sont pris en compte en 2013.

L'examen des effectifs de francophones illustre les tendances, de façon encore plus spectaculaire (bas du tableau 4). Par exemple, en 1992, on comptait moins de 400 000 personnes de moins de 20 ans sachant lire et écrire en français au Bénin. Ils étaient près de 2,4 millions de ce même groupe d'âge de jeunes, et ce, seulement 21 ans plus tard.

Ainsi, poussé par le maintien d'une croissance démographique élevée, d'un processus d'urbanisation très important et d'investissements sociaux en matière d'éducation de la part du gouvernement et des partenaires nationaux et internationaux, le Bénin a connu, comme une quinzaine d'autres pays d'Afrique subsaharienne, une croissance phénoménale du nombre de personnes sachant lire et écrire en français.

Conclusion

Évidemment, comme pour la plupart des autres pays d'Afrique de l'Ouest et centrale, les populations francophones du Bénin maîtrisent également d'autres langues. Tel que mentionné auparavant, le français s'étend largement en Afrique subsaharienne sans par ailleurs nuire à l'essor de nombreuses autres langues africaines (Ouédraogo et Marcoux, 2014). Le français est de plus en plus une langue partagée au sein des populations francophones d'Afrique, avec le wolof au Sénégal, le bamanan au Mali, etc. Ces environnements multilingues font se rencontrer plusieurs langues et conduisent à différents emprunts qui produisent une francophonie plurielle (Benzakour, 2012 ; Kouamé 2012 ; Nzessé, 2012).

Une variété de tonalités et d'accents caractérise cette nouvelle francophonie, de plus en plus portée démographiquement par l'Afrique. Comme nous l'avons vu, la croissance démographique, l'urbanisation et les investissements en matière d'éducation ont contribué au fort accroissement des populations francophones dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, tendances qui ne feront que s'accroître, étant donné les fortes probabilités d'un recul du français dans d'autres régions, notamment.

Par exemple, contrairement aux pays francophones d'Afrique subsaharienne, nous avons pu observer dans les villes de l'Algérie et du Maroc que les plus jeunes générations avaient une maîtrise du français nettement moins importante que les générations de 35 ans et plus (Harton et Marcoux, 2017). Sofiane Bouhdiba (2011) a aussi mis en relief l'effet des politiques linguistiques et éducationnelles des gouvernements tunisiens sur la relative fragilité du fait français chez les plus jeunes générations par rapport aux générations plus vieilles. Cette dynamique générationnelle pourrait donc se répercuter dans les années à venir et provoquer, au bout du compte, une baisse importante des proportions et des effectifs de francophones à l'échelle de ces pays de l'Afrique du Nord.

On pourrait anticiper un processus générationnel semblable dans certains pays d'Europe. En effet, au xx^e siècle, les importants flux migratoires italiens, espagnols et portugais en direction des territoires francophones de Belgique, de la France, du Luxembourg et de la Suisse semblent avoir conduit au rayonnement de la langue française dans les pays du sud de l'Europe. Les fortes proportions de francophones observées dans plusieurs pays européens (Harton *et al.*, 2014) cachent-elles des écarts générationnels importants? N'est-il pas plus courant d'avoir des échanges en français à Lisbonne, à Madrid ou à Rome avec des personnes plus âgées qu'avec les plus jeunes? Si ces transformations sont réelles, le poids de l'Europe dans l'espace francophone devrait donc continuer à diminuer, d'autant plus que les principaux pays francophones que sont la France, la Belgique, la Suisse et le Luxembourg présentent des indicateurs de fécondité en dessous des seuils de remplacement des générations et semblent vouloir mettre en place des barrières importantes à l'immigration.

Ces tendances, rapidement esquissées, devraient assurément conduire les autorités québécoise et canadienne à revoir leur approche concernant le recrutement d'immigrants francophones. L'espace francophone international est traversé par des reconfigurations importantes qui bouleversent considérablement la répartition des francophones sur la planète. Les pays européens devraient représenter encore des bassins potentiels de recrutements, mais ceux-ci s'avèreront relativement moins importants à l'avenir. Sans que le Canada et le Québec aient réellement engagé des efforts de recrutement en Afrique, la migration provenant de ce continent se fait déjà sentir. Les données du recensement de 2016 révèlent en effet que « [l']Afrique est maintenant le deuxième continent en importance du point de vue de l'immigration récente au Canada, ayant surpassé l'Europe à ce chapitre, qui occupe la troisième place » (Statistique Canada, 2017 : 4). Par ailleurs, dans un récent rapport décrivant les profils des immigrants au Canada de 2005 à 2014, les auteurs écrivaient « De plus en plus de résidents permanents d'expression française proviennent de pays africains » (Canada. Ministère de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, 2015 : 2). Les exemples de pays donnés sont tous des pays d'Afrique subsaharienne (Cameroun, Sénégal, Côte d'Ivoire, Guinée, République démocratique du Congo).

Le Canada et le Québec pourraient-ils mieux tirer leur épingle du jeu de ces mouvements migratoires pour atteindre leurs objectifs en

matière d'immigration francophone? Une vaste enquête menée par la maison de sondage Gallup dans près de 150 pays du monde révélait qu'« un résident sur trois des pays d'Afrique subsaharienne interrogés exprime son désir de migrer de façon permanente dans un autre pays » (OCDE, 2012 : 32). En termes d'effectifs et appliqué à nos estimations démographiques pour les pays africains pour lesquels le français est langue officielle (tableau 2), ceci représente près de 100 millions de personnes. Il est évident que toutes ces personnes ne pourraient se qualifier pour répondre aux exigences du Canada et du Québec, mais nous devons reconnaître que nous sommes bien au-delà des cibles évoquées plus tôt qui, pour être atteintes, demandent quelques milliers d'immigrants francophones supplémentaires pour le Québec et pour le Canada hors Québec (Marcoux et Richard, 2017). Concernant plus spécifiquement le Canada hors Québec, on peut croire que les cibles de 4 à 5 % d'immigrants francophones, soit environ 5000 à 6500 personnes, cibles qui ne semblent jamais avoir été atteintes, pourraient l'être à l'avenir avec des mesures efficaces et mieux coordonnées en direction de certains pays d'Afrique. L'atteinte de cet objectif pourrait contribuer à la vitalité des communautés francophones minoritaires réparties à travers le Canada.

BIBLIOGRAPHIE

- AMADOU SANNI, Mouftaou, *et al.* (2009). *Villes du Sud : dynamiques, diversités et enjeux démographiques et sociaux*, Paris, Éditions des archives contemporaines.
- AMADOU SANNI, Mouftaou, et Mahouton Candide ATODJINOU (2012). *État et dynamique des langues nationales et de la langue française au Bénin*, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/ Université Laval, coll. « Rapport de recherche de l'ODSEF ».
- BENZAKOUR, Fouzia (2012). *La Banque de données lexicographiques panfrancophone (BDLP) du Maroc : regard réflexif sur un produit lexiculturel*, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/ Université Laval, coll. « Note de recherche de l'ODSEF ».
- BIRABEN, Jean-Noël (1958). « Le vieillissement des populations et ses conséquences économiques et sociales », *Population*, vol. 13, n° 4, p. 688-694.

- BOHNERT, Nora, Jonathan CHAGNON et Patrice DION (2015). *Projections démographiques pour le Canada (2013 à 2063), les provinces et les territoires (2013 à 2038)*, Ottawa, Statistique Canada.
- BOUHIDIBA, Sofiane (2011). *L'arabe et le français dans le système éducatif tunisien : approche démographique et essai prospectif*, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval, coll. « Rapport de recherche de l'ODSEF ».
- CANADA. MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DES RÉFUGIÉS ET DE LA CITOYENNETÉ (2015). *Faits et chiffres : profils des immigrants de langues officielles : résidents permanents d'expression française, 2014*, Ottawa, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté.
- FARMER, Diane, et Emanuel DA SILVA (2012). *Vitalité des milieux, vitalité des parcours : réflexions sur l'évolution de la recherche sur l'immigration francophone en milieu minoritaire*, Toronto, Centre de recherches en éducation franco-ontarienne (CREFO), OISE, Université de Toronto.
- FESTY, Patrick (1990). « Quelques orientations des travaux de Jean Bourgeois-Pichat », *Population*, vol. 45, n° 4-5, p. 759-772.
- GERLAND, Patrick, Ann BIDDLECOM et Valdimira KANTOROVA (2017). « Patterns of Fertility Decline and the Impact of Alternative Scenarios of Future Fertility Change in sub-Saharan Africa », *Population and Development Review*, vol. 43, supplément S1, p. 21-38.
- HARTON, Marie-Ève, et Richard MARCOUX (2017). *Maîtrise du français dans près d'une trentaine de villes africaines*, avec la collaboration de Laurent Richard, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval, coll. « Rapport de recherche de l'ODSEF ».
- HARTON, Marie-Ève, et al. (2014). *Estimation des francophones dans le monde en 2015 : sources et démarches méthodologiques*, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval.
- ISSAKA MAGA, Hamidou, (2014). *Alphabétisation et dynamique des langues au Niger : que nous apprennent les données censitaires et administratives?*, avec la collaboration d'Ousseyni Hamidou, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval.
- KONATÉ, Mamadou Kani, Idrissa DIABATÉ et Amidou ASSIMA (à paraître). *Langues locales et langue française au Mali : évolution sur deux décennies à la lumière de recensements généraux de la population (1987, 1998 et 2009)*, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval.
- KOUAME, Koia Jean-Martial (2012). *La langue française dans tous les contours de la société ivoirienne*, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval, coll. « Note de recherche de l'ODSEF ».
- LUTZ, Wolfgang (2013). « Demographic Metabolism: A Predictive Theory of Socio-economic Change », *Population and Development Review*, vol. 38, supplément S1, p. 283-301.
- LUTZ, Wolfgang, William P. BUTZ et Samir KC (2015). *World Population and Human Capital in the Twenty-First Century*, Oxford, Oxford University Press.

- MARCOUX, Richard (2018). « La place de l'Afrique dans la Francophonie : une question de nombres? », *Questions internationales*, « La nouvelle Afrique », n° 90 (mars-avril), p. 113-117.
- MARCOUX, Richard, et Laurent RICHARD (2017). *De nouveaux pays sources d'immigration d'expression française pour le Canada : synthèse et enjeux = New Countries as Sources of French-Speaking Immigrants in Canada: Synthesis and Stakes*, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval, coll. « Rapport de recherche de l'ODSEF ».
- MARCOUX, Richard, et Laurent RICHARD (2017). *Tendances démographiques dans l'espace francophone*, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval, coll. « Rapport de recherche de l'ODSEF ».
- MARCOUX, Richard (2015). « Qui dit francophonie, dit Afrique; qui dit Afrique, dit éducation : tendances démographiques et francophonie », *France Forum*, n° 58, p. 93-96.
- MARCOUX, Richard (2012). *Et demain la francophonie : essai de mesure démographique à l'horizon 2060*, avec la collaboration de Marie-Ève Harton, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval.
- MARCOUX, Richard (2010). « Les populations francophones : passé, présent et perspectives », dans Alexandre Wolff (dir.), *La langue française dans le monde 2010*, Paris, Éditions Nathan, p. 45-50.
- MARCOUX, Richard (2003). « La Francophonie de demain : essai de mesure de la population appartenant à la Francophonie d'ici 2050 », avec la collaboration de Mathieu Gagné, *Cahiers québécois de démographie*, vol. 32, n° 2, p. 273-294.
- MARCOUX, Richard, et Judicaël ALLADATIN (2014). « Les francophones analphabètes en Afrique : un phénomène relativement marginal », *La langue française dans le monde*, Paris, Éditions Nathan, p. 28-31.
- MARCOUX, Richard, et Mamadou Kani KONATE (2011). « Africa and the Francophonie of Tomorrow: Attempt to Measure the Population of the Francophonie from Now to 2060 », *African Population Studies*, vol. 25, n° 2, p. 215-225.
- MBACKE, Cheikh (2017). « The Persistence of High Fertility in Sub-Saharan Africa: A Comment », *Population and Development Review*, vol. 43, supplément S1, p. 330-337.
- NATIONAL ACADEMIES OF SCIENCES (2016). *Tendances récentes de la fécondité en Afrique sub-saharienne : synthèse de l'atelier*, rapport réalisé par A. Beatty au Comité de la population, Division des sciences sociales et de comportement et de l'éducation, Washington, The National Academies Press.
- NATIONS UNIES, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2015). *World Population Prospects: The 2015 Revision, Methodology of the United Nations Population Estimates and Projections*, New York, Working Paper n° ESA/P/WP.242.
- NORMANDEAU, Simon, et Pascale RATOVONDRAHONA (2013). *Croissance démographique et OMD : contexte et défis enseignants au primaire : cas de sept pays d'Afrique francophone*, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval.

- NTAKIRUTIMANA, Évariste (2012). *La langue nationale du Rwanda : plus d'un siècle en marche arrière*, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval.
- NZESSÉ, Ladislav (2012). *Les emprunts du français aux langues locales camerounaises : typologie, intégration et enjeux*, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval, coll. « Note de recherche de l'ODSEF ».
- ORFALI, Philippe (2016). « Une cible de 5 % d'immigrants francophones à l'extérieur du Québec », *Le Devoir*, 23 juillet.
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (2012). *Resserrer les liens avec les diasporas : panorama des compétences des migrants*, Paris, Les Éditions de l'OCDE.
- OUÉDRAOGO, Abdoul Echraf, et Richard MARCOUX (2014). « Cohabitation des langues dans l'espace francophone : les exemples de 5 pays africains », *La langue française dans le monde 2014*, Paris, Éditions Nathan, p. 82-89.
- OUSMANE IDA, Ibrahima (2015). *L'alphabétisation au Niger : une analyse à partir des données du recensement de 2012*. Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval, coll. « Rapport de recherche de l'ODSEF ».
- PALARDI, Caroline (2016). *Portrait statistique : l'immigration permanente au Québec selon les catégories d'immigration et quelques composantes*, Montréal, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.
- PORTER, Isabelle (2017). « Le Québec peine à attirer des immigrants francophones », *Le Devoir*, 27 octobre 2017.
- QUÉBEC. MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (2013). « Plan stratégique 2012-2016 », sur le site du gouvernement du Québec, [<http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/planification/PlanStrategique20122016-Integral.pdf>] (1^{er} août 2016).
- RATOVONDRAHONA, Pascale, et Simon NORMANDEAU (2013). *Attrition et besoin en enseignants au primaire en Afrique subsaharienne*. Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval, coll. « Note de recherche de l'ODSEF ».
- RICHARD, Laurent, et Richard MARCOUX (2017). *Parcours académique et insertion sur le marché du travail dans cinq pays d'Afrique francophone*, avec la collaboration de Baptiste Beck, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval, coll. « Rapport de recherche de l'ODSEF ».
- SABOURIN, Patrick (2016). *Projections démolinguistiques des populations francophones, anglophones et allophones au Canada : une analyse par microsimulation*, thèse de doctorat, Montréal, Institut national de la recherche scientifique (Urbanisation, culture et société).
- SINGER, Max (2002). « Uncertainties in the Composition of World Population in the Twenty-First Century », *Population and Development Review*, vol. 28, n° 3, p. 539-548.
- STATISTIQUE CANADA (2017). « Immigration et diversité ethnoculturelle : faits saillants du Recensement de 2016 », *Le Quotidien*, 25 octobre 2017.

- TABUTIN, Dominique, *et al.* (2009). « La ville dans l'étude des transitions socio-démographiques : théories, définitions et tendances récentes en Afrique », dans Mouftaou Amadou Sanni, *et al.* (dir.), *Villes du Sud : dynamiques : diversités et enjeux démographiques et sociaux*, Paris, Éditions des archives contemporaines, p. 9-19.
- TANANG TCHOUALA, Patrice, et Hervé J. EFON ETINZOH (2013). *Les dynamiques démographiques au Cameroun de 1960 à 2005 : un éclairage à travers les données des recensements*, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval.
- TARDIF, Claudette, et Suzanne FORTIN-DUPLESSIS (2014). *Saisir l'occasion : le rôle des communautés dans un système d'immigration en constante évolution*, Ottawa, Comité sénatorial permanent des langues officielles.
- UWAYEZU, Béatrice (2015). *Portrait démographique du Rwanda : une analyse à partir des données des deux derniers recensements (RGPH 2002 et RGPH 2012)*, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval.